

**De l'exercice du métier en science politique  
et de l'engagement intellectuel dans le débat public  
Réponse à Olivier Fillieule**

Laurent Bouvet, 25 septembre 2017

---

Cher Olivier Fillieule, Cher collègue

Je vous répons, comme promis, de manière plus longue et argumentée que je n'ai eu le temps de le faire sur Facebook ce week-end, à la suite de vos nombreux commentaires sur mon mur. Je le fais bien volontiers, non tant parce que cette réponse s'adresse nominalement à vous que parce qu'elle me permet de mettre à l'occasion de vos calomnies ces derniers jours, quelques petites choses au point sur mon métier, mon engagement, les dérives de la sphère académique en matière de débat public...

Je n'espère bien évidemment pas vous convaincre – c'est aussi inutile que futile – mais je veux que ceux qui nous liront sachent ce que dit votre attitude d'une certaine science politique, et plus largement d'une partie des sciences sociales aujourd'hui dans notre pays. Pour que les choses soient claires, notamment pour des témoins extérieurs à notre dispute, je me permettrai de reproduire ici certains de vos commentaires puisqu'ils sont publics et non privés.

Je partagerai mon propos en trois volets : une rapide réponse d'abord sur le ton que vous avez cru bon d'employer à mon endroit dans ces commentaires (1) ; une réponse plus longue ensuite sur la teneur de vos propos eux-mêmes (2) ; une réflexion plus large à partir de ceux-ci sur ce qui me paraît le plus important, c'est-à-dire les conceptions opposées que l'on a de notre métier (3).

Mais avant cela, un rapide rappel du contexte dans lequel se tient cette dispute.

Vous m'avez interpellé, brièvement, dans la soirée du 21 septembre, sur mon mur Facebook, à la suite d'un entretien que j'ai donné le jour même au Figaro Vox où j'étais interrogé sur les circonstances du procès des assaillants d'une voiture de police lors d'une manifestation de mai 2016 : « *Laurent Boulet spécialiste de l'ordre public et de l'ultra gauche. Mais où s'arrêtera l'hubris toxique de ce collègue qui n'en est plus un ?* » (commentaire posté le 21/09 à 21h27). Je précise que nous n'avons jamais eu l'occasion d'échanger ni de visu ni sur les réseaux sociaux jusqu'ici. Ce premier commentaire a suscité de ma part de l'étonnement, à la fois en raison de son ton et de ce que vous y dites sur le fond. C'est le point de départ de cette dispute.

## 1. Concernant le ton de vos commentaires

Ma première remarque (je vous l'ai immédiatement dit d'ailleurs sur Facebook) concerne le jeu de mots sur mon patronyme : « Boulet » à la place de Bouvet ! Le caractère lamentable de ce genre de chose n'appelle rien d'autre que du mépris. Vous avez dit plus tard sans jamais vous en excuser auprès de moi qu'il s'agissait d'un problème de clavier de votre téléphone, en ajoutant, en forme d'aveu : « *ce qui rétrospectivement m'a paru un heureux hasard* » (commentaire posté le 23/09 à 8h09). Je ne m'attarderai pas sur un tel enfantillage, me contenant de relever que pour le parangon de déontologie de la science politique que vous voulez à tout prix paraître, vous faites preuve d'une bien étrange légèreté.

Sans doute cette manière de faire à mon encontre vous semble-t-elle permise car je ne suis pas ou plus (on se demande...), à vos yeux, l'un de vos « collègues ». A de très nombreuses reprises en effet dans vos différents commentaires, vous insistez pour me désigner comme « *ex collègue* » ! Vous soulignez que vous ne pouvez pas ou plus être « collègue » avec moi tant ce que je dis dans l'entretien au Figaro Vox à l'origine de notre dispute m'éloignerait de cette collégialité. Vous faites comme il vous plaît, chacun son truc. Mais, ni en droit ni de fait votre manière de dégrader ma qualité professionnelle en me plaçant hors du champ de la collégialité n'est évidemment de votre ressort pas plus qu'elle n'a de sens. Vous voulez faire passer une appréciation personnelle et subjective pour un jugement neutre et objectif. Soit. Je constate néanmoins qu'en agissant ainsi, vous êtes en total décalage par rapport à la « scientificité » qui serait la vôtre, à laquelle vous en appelez sans arrêt. Nous y reviendrons plus loin.

*Last but not least*, le vocabulaire que vous avez employé à mon égard dans vos commentaires suffirait à clore immédiatement cette dispute tant il est indigne. Je cite quelques termes que j'ai relevés : « *paranoïa* » ; « *misère de ses interventions intellectuelles* » ; « *qui se sent morveux* » ; « *éructe des propos de comptoir* » ; « *salit l'ensemble de la communauté universitaire* » ; « *nuît à la crédibilité de la profession* » ; « *un homme plein de ridicule et de méchanceté* » ; « *vos hargne insolente et vaine* » ; « *vous êtes le déshonneur de notre profession* » ; « *clown triste* » ; « *vos ex-collègues se pincent le nez à l'évocation de votre patronyme* » (différents commentaires postés entre le 21 et le 25 septembre). Je pourrais hélas continuer cette liste à loisir. Une seule remarque, tant vos mots sont aussi insultants qu'ils sont, au fond, révélateur de votre état d'esprit, bien dans l'époque, conforme à ce qu'on trouve sur les réseaux sociaux : je ne m'abaisserai pas à vous répondre sur un tel registre, je préfère toujours les arguments aux insultes.

## 2. Sur la teneur de vos propos eux-mêmes

Le coeur de votre propos initial, si j'ai bien compris (vous l'avez répété ensuite *ad nauseam*), c'est que je ne suis pas spécialiste de l'ordre public (du « maintien de l'ordre » en fait) et de « l'ultra gauche », et donc que je m'exprime dans cet entretien du Figaro Vox sur ce sujet, sans le connaître.

Trois choses en guise de réponse à cette assertion de votre part. D'abord, je ne prétends assurément pas être un spécialiste de ces questions ! Je m'étonne même que vous veniez sur ce terrain, cela n'a strictement aucun sens puisque je ne me suis jamais proclamé tel de près ou de loin. Ensuite, ça tombe bien car ce n'est pas du tout mon propos dans cet entretien où je parle, comme toujours et avec scrupule, de ce que je connais pour l'avoir longuement étudié, c'est-à-dire d'idéologie et des discours afférents à gauche et à l'extrême-gauche, ici à l'occasion de ce procès. Enfin, je ne le fais évidemment pas en « sociologue », ce que je ne suis pas (personne ne le niera me semble-t-il) mais en spécialiste de la pensée et des doctrines politiques. La seule mention sociologique de cet entretien est faite quand je renvoie, brièvement, aux travaux sur ce milieu – car pour n'être pas sociologue je ne m'interdis pas de lire de la sociologie !

Mais rapidement dans vos commentaires suivants, on sent bien que l'entretien du Figaro Vox n'est qu'un prétexte que vous avez saisi pour me dire enfin tout le mal que vous pensez de ce que je fais ou ne fais pas. C'est d'ailleurs la première fois que vous entrez ainsi en contact avec moi, et vous le faites à la manière décrite ci-dessus, publiquement. On peut imaginer que si votre intention avait été une réelle discussion de fond, vous auriez pris le soin de m'adresser vos critiques de manière privée. Mais non. Je prends donc vos commentaires pour ce qu'ils sont : une attaque publique calomnieuse.

Dans ceux-ci, vous en venez rapidement à généraliser vos assertions de départ sur mon compte expliquant:

- que je m'exprime tout le temps sans connaître les sujets que j'aborde ;
- que je passe mon temps dans les médias plutôt qu'à faire de la recherche ;
- que je le fais par « *nécessité vitale de chercher le moyen de compléter les maigres émoluments alloués par l'Etat. Encore un effort et vous finirez bien, si vous ne laissez pas définitivement même les plus complaisant.es (et toc), par obtenir un bout de strapontin ici ou là, un bout de contrat d'un quelconque media, voire, suprême hochet, un coin de strapontin au fond d'une arrière cour d'un service déconcentré d'un quelconque ministère.* » (commentaire posté le dimanche 23/09 à 6h47) ;
- et que je suis donc totalement illégitime à porter le titre de « professeur de science politique » ou à m'en prévaloir.

Nous y sommes si je puis dire. Tout ça pour ça.

Tout ça pour pouvoir, finalement, vous livrer à un exercice que vous semblez (vous n'êtes pas le seul dans la profession certes...) particulièrement apprécier : la disqualification académique publique d'un collègue ! Un grand classique qui a une apparence, la dispute scientifique, et comme toujours une réalité, le désaccord politique, je dirais même ici

philosophique. J'aurais aimé me contenter de vous dire : assumez donc que nous ne soyons pas d'accord politiquement et philosophiquement ! Nul besoin pour cela d'en venir à la calomnie professionnelle. Mais c'est en vain, je le vois bien. Calomniez ! Calomniez ! Il en restera toujours quelque chose. Aussi fallacieux et grossiers soient les mots prononcés. Vous maîtrisez parfaitement cet air là, vous revêtez l'habit du procureur académique avec une étonnante aisance.

Bref. Malgré la bassesse du procédé, je vous répondrai tout de même car je ne m'abaisse pas plus que je ne me défile quand on m'attaque ainsi. Mais je le ferai, moi, avec des arguments et non des on-dit sans jamais aucun fait concret ni précis pour les étayer.

Je me suis d'abord demandé ce que vous aviez bien pu lire de moi (outre l'entretien déjà cité au Figaro Vox...) pour vous permettre ainsi un tel jugement global sur mon travail d'universitaire. En fait, vous ne m'avez jamais lu et cela vous importe peu, puisque l'essentiel n'est pas la réalité, le sens d'un travail, ses méthodes, sa cohérence ou sa portée. L'essentiel est bien de calomnier. Le fait que je travaille depuis 25 ans sur les doctrines politiques, notamment celles qui alimentent la gauche, et sur les effets du contexte historico-politique sur celles-ci, voilà qui ne vous intéresse pas mais me disqualifie, pratiquement, à vos yeux pour parler de la manière dont l'extrême-gauche se comporte aujourd'hui dans l'espace public ! Vous osez même juger ainsi de mes travaux : « *(votre) CV de publication, plus proche de Rossinante que du boeuf gras en témoigne assez pour l'on glisse là-dessus.* » (commentaire du 23/09 à 8h09). Je laisse, au passage, à nos lecteurs le soin de faire eux-mêmes le travail de comparaison entre votre liste de publications et la mienne, et surtout de comparer l'intérêt et la qualité de vos travaux et des miens, de mesurer leur portée respective dans le débat public et, au-delà, sur la compréhension de notre époque, de notre société, de la politique. La « critique rongeuse des souris » chère à Marx dira demain qui de vous ou de moi aura été le « spécialiste », le « collègue », le « chercheur », « l'intellectuel »... le plus intéressant ou le plus utile. Pour le moment, je conseillerais volontiers à votre arrogance de se faire plus discrète, c'est plus prudent.

Autre interrogation, cette fois à propos de votre focalisation soudaine sur mon cas. Je n'ai jamais eu la chance de lire en effet sous votre plume le même type de critique à propos d'autres collègues (ou « ex-collègues » suivant vos mots). Serais-je donc le seul à me livrer à toutes les turpitudes que vous vous plaisez à énoncer ? Serais-je donc le seul à « *parler sans savoir de quoi il parle* » ? À « *écumer les médias* » ? À faire tout ça par « *appât du gain* » ? Etc.

Si ce qui vous intéresse était, réellement, de dénoncer, à travers mon cas, les interventions médiatiques de chercheurs et universitaires qui, débordant de leur spécialité, interviennent à tout propos sur des sujets qu'ils maîtrisent moyennement ou pas du tout, et font finalement oeuvre d'engagement politique plutôt que de « science », pourquoi ne pas interpellier tel de vos collègues, par exemple, ce sociologue dont une étude récente a montré qu'il était la personnalité la plus invitée sur les plateaux radio et télé derrière... Patrick Bruel ! S'il s'était agi simplement de dénoncer une imposture dans la communauté académique, peut-être auriez-vous pu jeter votre dévolu sur ces collègues, militants avant

tout, aussi prompts à dénoncer le « racisme d'Etat » le matin qu'à répondre le soir, en bons petits soldats de l'institution, à des appels d'offres publics éminents du même Etat ; ou bien encore sur ceux qui publient des essais à tour de bras pour déplorer au déjeuner l'influence perdue de la France à l'étranger en faisant au dîner (rémunéré...) la promotion du Qatar ; ou bien, tiens, pourquoi pas, sur ceux qui affirment publiquement que « espèce de juif » ne saurait être une insulte à caractère antisémite... J'ai des noms à placer derrière chacun de ces exemples si vous le souhaitez. Et bien d'autres encore, dont la neutralité axiologique, dont vous vous faites la vestale, se résume à une hémiparésie politique, toujours du même côté bien entendu, suivant l'immuable théorème : la droite c'est mal, la gauche c'est bien, l'extrême droite c'est extrêmement mal, l'extrême gauche c'est extrêmement bien. La proximité avec son objet n'étant admissible que dans une moitié de l'échiquier, et encore dans quelques cases seulement si l'on écoute ceux qui restent toujours vos chers « collègues ». Ceux-là sont éminemment fréquentables. Ceux-là ne méritent ni insulte ni calomnie de votre part. Ceux-là ne « déshonorent » pas l'université et le métier. Ceux-là peuvent s'exprimer à longueur de colonnes dans la presse autorisée – dont ô surprise le Figaro Vox ne fait pas partie ! Ce n'est même plus un deux poids deux mesures que vous nous servez là, c'est, pardonnez-moi l'expression, du foutage de gueule.

C'est en tout cas, tout autre chose que tout ce que vous me reprochez en termes académiques : c'est d'un désaccord politique fondamental qu'il s'agit ici. Vous m'avez pris à partie publiquement après mon entretien au Figaro Vox parce que vous ne partagez pas mon point de vue et parce que vous avez une conception de l'extrême-gauche et de l'usage de la violence en politique bien plus accommodante que la mienne visiblement. Très bien. Pourquoi pas ? Mais alors dites-le, directement, courageusement, sans vous abriter derrière votre petit doigt académique ! Sans prétendre que votre opinion n'est en fait qu'une « vérité » révélée par votre travail de chercheur, par une « science » dont vous seriez le détenteur en raison de votre « spécialité ». Cette vision platonicienne d'une Vérité sur laquelle seul le Chercheur spécialisé peut nous éclairer, nous simples mortels prisonniers de notre caverne d'illusions et de représentations fausses, c'est aussi étonnant que pathétique pour quelqu'un qui se prétend « scientifique ».

Mais le pire, vraiment, c'est que vous osiez en faire la définition même du métier, de la science politique, et que vous vous érigiez en gardien (Platon toujours...) du temple académique. Et qu'à partir de là, vous distribuiez les bons et les mauvais points en m'accusant de « *faute professionnelle à répétition* » (commentaire posté le 21/09 à 23h34), que vous vous fassiez procureur en déontologie (« *on s'achemine doucement vers une procédure devant la Commission de déontologie de l'association française de science politique* », commentaire posté le 21/09 à 23h04) et même juge suprême au nom de tous : « *vous vous êtes attiré un mépris universel de la part de vos ex-collègues, qui se pincent le nez à l'évocation de votre patronyme* » (commentaire posté le 25/09 à 7h10) ! Nul doute que vous trouverez toujours des collègues pour venir, par ignorance, par jalousie, par mépris, par idéologie ou par conformisme soutenir vos calomnies – je pourrais à main levée vous en dresser une liste ici. Mais là encore, plutôt que d'agiter votre épée de bois déontologique, songez plutôt au ridicule dont vous vous rendez coupable. Notre profession n'est pas réglementé

par une association, aussi respectable soit-elle, et les procès en sorcellerie qui s'y déroulent régulièrement à l'encontre des non conformistes et des réfractaires à la confession majoritaire n'intéressent, heureusement, que la minuscule corporation qui les tente. Ce qui est au fond rassurant, vous êtes tellement enfermé dans l'ordre de la vérité et si peu présent dans celui du réel de notre société que vous ne vous en rendez même pas compte ! Par bonheur, votre lyssenkisme n'est que de papier, je risquerais sinon ma liberté voire pire face à des sectateurs de votre espèce.

### 3. Le fond de l'affaire

Au fond, et c'est sans doute un tort, j'ai pris vos propos indignes au sérieux. Non parce que je pense que vous ayez une quelconque envie de débattre et d'échanger des arguments, votre ton comme votre certitude de représenter le camp du Vrai (et au fond du Bien) démontrent le contraire, mais parce que les calomnies doivent toujours être déconstruites. C'est ce que nous enseignons du moins un certain usage de la Raison. Ne pas laisser faire, ne pas laisser triompher chez les esprits moins avertis qui pourraient vous lire l'odeur nauséabonde de la disqualification académique dont vous habillez votre propos.

Soyons donc ici sérieux deux minutes... et pour deux.

D'abord pour dire, simplement, comme une évidence que vous avez totalement oubliée, si jamais un jour vous l'avez vue, qu'il y a de multiples manières de faire de la science politique (comme sans doute de la sociologie mais je ne suis pas de la partie), d'être politiste ou même politologue. Et qu'entre ces différentes manières, non seulement il n'y en a pas une qui serait plus valable ou valide que les autres (la sociologie...) mais surtout que seule une forme de « vérité des prix » des conclusions et des résultats de ces différentes manières peut permettre de juger de leur qualité, de leur capacité à expliquer et comprendre la politique et le politique, bref, à nous éclairer sur ce que nous vivons, ce que nous sommes, vers quoi nous allons, etc. du point de vue politique au sens le plus large.

En clair, que le jugement des pairs peut certes être utile et important dans la carrière (je suis enseignant-chercheur titulaire en science politique depuis 1999), pour être recruté (je suis docteur en études politiques de l'EHESS et agrégé de science politique), pour progresser administrativement (je suis aujourd'hui professeur des universités à l'UVSQ après l'avoir été à Nice et maître de conférences à Lille), pour obtenir récompenses et financements (j'ai eu moi aussi des bourses et des prix) mais que c'est bien au-delà que se joue l'essentiel. Et qu'il est toujours très étrange pour des chercheurs ou des universitaires qui courent après les financements publics, les récompenses et les promotions... de venir faire la leçon à ceux qui ont renoncé à ces formes de distinctions (on saluera la sociologie bourdieusienne en passant...) pour se contenter de mener leur travail intellectuel à distance des grandeurs d'institution comme des contraintes du *new public management* qui a saisi la recherche académique ou encore des différentes instances

qui servent le plus souvent de paravents aux coteries et chapelles disciplinaires. Vous conviendrez donc, cher collègue, que vos menaces de procès en sorcellerie devant ce que vous considérez comme la Seule et Vraie science politique m'impressionnent finalement assez peu.

Car enfin, qu'est-ce qu'être universitaire en science politique aujourd'hui ?

Je vous laisse bien volontiers le titre de « chercheur en sociologie » puisque vous affichez encore fièrement cette « appartenance » : ce n'est pas *a priori* le même métier même si nombre de politistes sont désormais des sociologues plus ou moins volontairement égarés du côté politologique de la Force. Et je laisserai aussi à part la qualité d'enseignant car même si vous avez, aussi, mis en cause la mienne dans un de vos commentaires, je crains que sur ce terrain vous n'ayez quelques longueurs de retard et qu'il soit donc préférable que vous ne disiez rien, du tout. Un universitaire est un enseignant-chercheur selon son statut administratif. Il enseigne donc, ce que je fais depuis plus de 20 ans maintenant dans différents types d'établissements, à tous les niveaux, depuis la 1ère année jusqu'au master. Et principalement dans mon domaine de spécialité : la pensée politique, l'histoire des idées et des doctrines politiques.

Il « cherche » aussi, c'est-à-dire qu'il mène un travail de recherche qui peut prendre de multiples formes. Je vais vous résumer le mien puisque visiblement vous ne le connaissez pas alors même que vous le mettez en cause par vos calomnies. Mon travail de chercheur consiste à étudier la manière dont les idées, les idéologies, les doctrines se manifestent en politique, dont elles sont construites et représentées, leur généalogie, leurs interactions, leurs transformations à l'occasion des évolutions de la société, du monde...

Depuis 25 ans, je travaille sur la manière dont la gauche, sociale-démocrate au premier chef, se confronte à la transformation majeure de notre temps du point de vue idéologique, c'est-à-dire la fin du communisme et l'émergence dans le cadre d'un monde globalisé, d'un libéralisme à fort contenu culturel, au sein duquel a eu lieu un « tournant identitaire » qui radicalise les enjeux de l'identité individuelle (genre, origine ethnographique, religion...) au regard des représentations collectives de celle-ci. J'ai commencé par m'intéresser au creuset américain du « tournant identitaire » et à son influence sur le libéralisme aux Etats-Unis dans la théorie politique des années 1960 aux années 1990 ; pour ensuite me consacrer à la manière dont la « troisième voie » blairiste, entreprise à la fois théorique et pratique, avait représenté une tentative de réinterpréter le rapport entre social-démocratie et libéralisme ; avant de revenir en France ces dix dernières années étudier l'impact, plus tardif, du « tournant identitaire » sur notre pays et notre société, notamment au regard de l'articulation difficile entre républicanisme, multiculturalisme et libéralisme au sein de la gauche tout spécialement.

Tout ceci a donné lieu à de multiples publications, dont plusieurs ouvrages en nom propre – ce qui j'en conviens est devenu une sorte d'incongruité dans la science politique française contemporaine où la publication la plus valorisée désormais est l'article collectif publié dans des revues disciplinaires. Précision importante ici : j'ai sciemment (oui,

oui...) ces dernières années privilégié l'écriture d'ouvrages aux multiples sollicitations académiques d'intervention dans des colloques ou dans des revues. Pour une double raison : le caractère de plus en plus standardisé de ce genre de communications et de publications qui assèchent la réflexion et conduisent au conformisme voire à l'uniformité ; le caractère de plus en plus confidentiel de tout cela, où l'on finit par ne plus parler qu'à quelques collègues ou chercheurs spécialistes du sujet. La liberté et surtout la pertinence du propos comme sa plus large diffusion, donc son utilité publique, commandent, maintenant que j'ai entamé la seconde partie de ma carrière académique, de continuer d'écrire des livres en conservant quelle que soit leur format l'exigence intellectuelle que ce travail souvent long et difficile demande. Cela ne m'empêche assurément pas de participer à quelques colloques internationaux, essentiellement, pour le plaisir d'échanger avec des collègues étrangers. Mais je sens bien que je m'égare puisque je considère, en vous parlant ainsi du contenu de mes recherches, que vous vous intéresseriez à autre chose qu'à votre entreprise de disqualification. Au temps pour moi donc.

Un mot, tout de même, pour nos lecteurs surtout, sur l'intervention dans le débat public. Vous m'accusez en effet d'intervenir dans le débat public, dans les médias et sur les réseaux sociaux, sur des sujets que je ne connais pas plutôt donc que d'être un « vrai » chercheur. Je vous redis que vous devriez sans doute être plus attentif. Je n'interviens, quand on me le demande, qu'à partir de ce que je connais et maîtrise. En adaptant évidemment mon propos au média, avec des nuances de langage, des formes d'intervention différentes (on ne s'exprime pas de la même manière sur Facebook, sur Twitter, à la radio, dans un entretien à la presse écrite ou sur un plateau de télévision...). Je renvoie toujours, si vient une question dont je ne suis pas spécialiste, aux travaux que je connais sur le sujet, et je cite volontiers mes collègues, même ceux avec lesquels je suis en désaccord, moi. Il se trouve sur la place de Paris suffisamment de journalistes qui peuvent témoigner que je refuse précisément les émissions où l'on commente différents sujets d'actualité en rafale (de la Corée du Nord aux vaccins obligatoires en passant par les jeux olympiques par exemple).

Je vois en tout cas dans l'intervention dans le débat public telle que je la pratique volontiers, deux vertus principales. D'abord celle d'assumer un véritable engagement intellectuel dans la société, qui me fasse sortir à la fois de l'amphithéâtre et du laboratoire – il m'a toujours semblé que l'argent public avec lequel je suis payé commandait de s'adresser à un public plus large que ses seuls étudiants et collègues –, qui s'apparente à ce que l'on nomme aux Etats-Unis '*public intellectual*' (au sens du terme qu'on trouve chez des auteurs tels que Richard Hofstadter, Russell Jacoby, Eric Lott, Richard Posner...) et qui correspond bien davantage à mon implication et à mes formes d'intervention que les différentes catégories d'intellectuels auxquelles on se rapporte habituellement en France (intellectuel organique, écrivain engagé, universitaire ou chercheur militant...). Sans doute cela participe-t-il d'une difficulté parfois, chez les observateurs de bonne foi du moins, à me « situer » à la fois politiquement et académiquement. Ensuite, et c'est plus encore le cas depuis ces dernières années, il me paraît indispensable de mettre ce travail intellectuel au service de causes et de combats politiques urgents. Aujourd'hui, c'est

incontestablement pour moi les attaques et les menaces que subit ce que nous avons en commun, en France, sous l'appellation de République, en rapport justement avec ce que j'observe et étudie du libéralisme, du multiculturalisme, de la dérive identitaire...

Je conçois que ce soit là une manière bien différente de faire de la science politique de la vôtre ! Puisque ce n'est pas de la sociologie et que je n'utilise donc pas les méthodes sociologiques. Est-ce grave docteur ? Sans doute, au regard de la virulence dont vous faites preuve, après et avec d'autres, à mon endroit. Mais sans doute bien moins que vous avez l'air de le penser. Car même si vous croyez sincèrement (ce qui m'étonne quand même un peu tant c'est idiot...) que je nuis à la « profession » en dérogeant à la fois au canon et au catéchisme de la Seule et Vraie science politique, quelle importance ? Cela vous donnera-t-il moins de financements publics pour mener vos indispensables recherches sur le maintien de l'ordre ou les groupuscules violents qui perturbent les manifestations ? Cela entamera-t-il votre quiétude de chercheur formé aux frais de l'enseignement public français et installé en Suisse ? Cela vous dissuadera-t-il de donner encore et encore des leçons de bienséance académique comme Nadine de Rothschild donnait les siennes pour se tenir à table ? Je ne le pense pas.

Alors, cher Olivier Fillieule, cher collègue ou ex-collègue comme vous voulez, je vous propose que ces échanges des derniers jours soient nos premiers et derniers. Je n'y ai pris en effet aucun plaisir même si cela m'a permis de mettre par écrit ici, bien trop longuement certes, quelques petites choses que vos calomnies après celles d'autres collègues m'inspirent. Votre irruption sur ma page Facebook aura au moins eu ce mérite. Ce n'est déjà pas si mal.

Collégalement vôtre,

*Laurent Bouvet*